



---

### Conjoncture économique : une économie mondiale en quarantaine

---

Cher(e)s camarades,

Après une année 2018 déjà décevante (1,7%), les performances de l'économie française se sont révélées une nouvelle fois poussives en 2019 (1,2%) et très en deçà des attentes du gouvernement.

Malgré les critiques exprimées par FO, notamment pour le financement de la sécurité sociale, les mesures d'urgence adoptées fin 2018 ont néanmoins permis de soutenir la consommation intérieure et de limiter le repli de la croissance, l'économie française s'en sortant relativement mieux que ses voisins, au moins jusqu'au dernier trimestre 2009. Mais cet effet disparaît les derniers chiffres de l'INSEE indiquent pour la première fois depuis 2016 un recul du PIB français au dernier trimestre 2019. La tendance est désormais clairement au ralentissement et l'environnement international pourrait finir par peser nettement sur l'activité.

Aux incertitudes liées au Brexit ou aux négociations commerciales vient s'ajouter l'impact potentiel, beaucoup plus inquiétant de l'épidémie de coronavirus parti de Chine qui constitue désormais le principal aléa sur l'économie mondiale. Tous les secteurs pourraient être touchés. L'OCDE vient de réviser fortement à la baisse ses prévisions de croissance mondiale, mais compte tenu des incertitudes qui planent actuellement sur l'ampleur de ses effets économiques, l'exercice de prévision macroéconomique devient de plus en plus un art divinatoire. Entre les scénarios optimistes misant sur une simple épidémie circonscrite à la Chine et la perspective d'une pandémie mondiale, les ordres de grandeur ne sont évidemment plus les mêmes. Le choc risque dans tous les cas d'être violent, tant au niveau local qu'au niveau global, compte tenu du poids de la Chine dans l'économie mondiale et dans la dynamique du commerce international. D'où un début de panique boursière et des chaînes de production à l'arrêt un peu partout dans le monde.

La France n'échappera pas aux conséquences macroéconomiques et des secteurs comme le tourisme, essentiel dans notre pays, en subissent d'ores et déjà lourdement les effets. La crise sanitaire aura au moins eu le mérite de susciter un début de questionnement général sur les excès de la mondialisation et l'éclatement déraisonnable des chaînes de valeur, autrement dit des processus de production. 28% des capacités de production manufacturière mondiales sont aujourd'hui en Chine et la fragmentation est devenue telle que toute production industrielle ou presque nécessite la mise à disposition de pièces produites sur le territoire chinois. Pour Force Ouvrière, ce constat est une aberration que nous dénonçons depuis longtemps, aussi bien sur les plans économiques et sociaux qu'en matière environnementale.

Dans ce contexte, on peut d'autant plus regretter que les choix fiscaux n'aient pas été réorientés en faveur d'un soutien budgétaire suffisant et à la hauteur des enjeux sociaux et économiques.

**Confédération Générale du Travail Force Ouvrière**

141 avenue du Maine - 75680 Paris Cedex 14 - Tél. 01 40 52 82 00

<http://www.force-ouvriere.fr>



## Circulaire confédérale

L'endettement des administrations publiques a franchi la barre symbolique des 100% du PIB au troisième trimestre 2019, un niveau révélateur de l'inefficacité économique d'une politique budgétaire résolument orientée vers l'offre et pourtant censée favoriser le redressement des comptes publics.

Une relance budgétaire paraît donc peu probable malgré un consensus qui se forme chez les économistes en sa faveur, dans la lignée des perspectives d'automne de l'OCDE. Même la BCE pourrait inviter les pays « qui le peuvent » à utiliser l'outil budgétaire (cad ceux qui ont atteint l'équilibre budgétaire ou affichent des excédents). Or, la loi de finances 2020 ne prévoit rien d'autre que de nouvelles baisses de prélèvements obligatoires qui pourraient rapidement justifier de nouvelles réductions de la dépense publique.

Ce serait une erreur majeure, alors que les besoins sont immenses sur le plan social : éducation, hôpital, services publics, protection sociale et qu'avec le maintien de taux bas, emprunter n'a jamais aussi peu cher. Nombreux sont les économistes à se rendre compte qu'au début de la décennie, les politiques d'austérité ont été imposées au pire moment, avec pour conséquence, des investissements nécessaires, notamment publics qui n'ont pas été engagés. L'option prise par le gouvernement vise également à contourner une nouvelle fois l'augmentation des salaires, en privilégiant le soutien du pouvoir d'achat à travers la revalorisation de certaines prestations, doublée d'une baisse d'impôts et de cotisations sociales.

Amitiés syndicalistes,

**Nathalie HOMAND**  
Secrétaire confédérale

**Yves VEYRIER**  
Secrétaire général

Annexe : Note de conjoncture – Février 2020